

# Covid-19 : Médias et société civile au Sahel

## Réponses du secteur de la sécurité à la pandémie

Background paper / Document de situation #1 - mai 2020

Ce document de situation DCAF Covid-19 fait partie d'une série de publications de la Division Afrique subsaharienne du DCAF au sujet des effets du Covid-19 sur les acteurs de la sécurité dans les pays du Sahel - à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger. La série de publications examine le rôle et les défis des médias et de la société civile, des parlements, des acteurs de la police et du renseignement et des acteurs de la défense confrontés à la pandémie de Covid-19.

Les médias ont un rôle essentiel à jouer dans la crise sanitaire du Covid-19 en proposant des espaces d'expression, en sauvegardant la liberté de la presse et en facilitant le dialogue entre citoyens, représentants de la société civile et autorités. Leur rôle dans la responsabilisation des autorités étatiques a été accentué pendant la pandémie, notamment en termes de contrôle de la réponse de l'État à la crise.

Faisant face à cette crise sans précédent, les États du Sahel ont l'obligation de lutter contre la précarité de l'information caractérisée par la multiplication de la désinformation. Ils doivent aussi œuvrer pour une communication efficace qui favorise la prise de conscience et l'adhésion de la population aux mesures de prévention, en particulier les populations en zones rurales et les groupes vulnérables. Cette crise donne à voir des contre-pouvoirs de l'État en matière de sécurité et d'informations des médias. En outre, les médias jouent un rôle de surveillance important en faisant la lumière sur les abus, les violations des droits de l'homme et les cas de mauvaise gestion par les autorités publiques et les institutions de sécurité.

De même, mais de manière plus activiste, les acteurs de la société civile jouent un rôle vital en comblant les lacunes laissées par les gouvernements pour fournir des services essentiels, ils diffusent des informations sur le virus et protègent les groupes marginalisés. Au Sahel, leur proximité avec les communautés les place dans une meilleure position afin d'avertir les autorités des dangers et des besoins et vulnérabilités auxquels les personnes sont confrontées en raison de la pandémie et d'autres menaces collatérales. La société civile est souvent plus impliquée dans la dénonciation directe des abus ou des menaces et dans la fourniture d'un soutien et d'une assistance pour contrer les problèmes de sécurité posés par le Coronavirus.

Au regard du contexte exceptionnel de la pandémie de Covid-19, ce document examine le rôle et les défis des médias et de la société civile au Sahel pendant la pandémie.

## Informations vitales pour assurer la sécurité des communautés

Les meilleures pratiques en matière de réponse aux catastrophes et de réduction des risques, apparaissent lorsqu'il existe un message cohérent entre les différents acteurs. La propagation de fausses nouvelles et de désinformation représente un défi important pour assurer la sécurité des communautés, tout comme les mesures de contrôle des informations

et les limites à la liberté d'expression, ce qui se traduit par un rétrécissement des espaces de liberté.

Au Burkina Faso, les organisations de la société civile (OSC) et les médias jouent surtout un rôle de sensibilisation auprès des autorités, dans les régions les plus durement touchées par la crise. Le nord (Djibo) en particulier a été frappé par des pénuries de nourriture, d'eau et de fournitures. Les organisations et les médias locaux (principalement des radios communautaires) ont agi de manière complémentaire pour identifier les besoins les plus urgents et les transmettre aux autorités.

Au Niger, les ONG doivent faire valider leur message de prévention par le gouvernement. Les médias ont été invités à produire et à diffuser des messages de prévention, mais leur soutien est soumis au versement de leur émolument. Un budget a été établi pour l'ensemble de la réponse et les commissions comptent sur les donateurs pour le fournir. La Banque mondiale a ainsi mis une enveloppe pour la diffusion des messages, partagée entre 30 radios à raison de 2 250 000 francs CFA par radio. Quelques spots, dont ceux du Studio Kalangou, sont diffusés sur le réseau des 41 radios et repris gratuitement par d'autres médias. De plus, des initiatives locales sont en cours dans chaque média pour couvrir la pandémie. Cependant, très peu de médias ont agi de manière proactive, contrairement aux OSC, aux artistes et aux particuliers.

La propagation de fausses nouvelles et de désinformation représente un défi important pour assurer la sécurité des communautés. La promesse de remèdes miracles qui affaiblissent le respect des mesures de confinement, ou la diffamation des minorités ethniques jugées plus contagieuses, ainsi que les théories du complot visant à discréditer les recommandations des experts ont un impact négatif sur la sécurité sanitaire. À ce titre, les médias ont la responsabilité de rendre compte des événements factuels.

En outre, le soutien de la société civile est essentiel dans les régions les plus vulnérables ou les régions reculées. La pandémie de Covid-19 et ses conséquences ont mis en évidence le contre-pouvoir opéré par la société civile et des médias sur l'État à travers le contrôle sur la sécurité et l'information.

## Rôles de surveillance des médias et de la société civile

Pendant la crise, il est particulièrement vital que les États garantissent la liberté d'expression, y compris la liberté de la presse, afin que les informations puissent être diffusées sans restriction ou censure des médias<sup>1</sup>. En Afrique subsaharienne, plusieurs journalistes ont été menacés et arrêtés pour avoir rendu compte de malades ou d'actes de violence perpétrés par les forces de sécurité pendant le confinement. A ce titre, les médias sociaux deviennent la principale source d'information malgré la surveillance en place contre la diffusion de fake news<sup>2</sup>. Les formes traditionnelles de médias se montrent silencieuses quant à la limitation des libertés individuelles<sup>3</sup>. Cependant, plusieurs cas de brutalités policières et/ou d'arrestations arbitraires ont été signalés en Afrique de l'Ouest. Au Mali, un journaliste de L'Indépendant a été brièvement arrêté après avoir publié des reportages sur l'épidémie. Au Niger, des personnes ayant envoyé ce qui est considéré comme de "faux" messages WhatsApp ont été arrêtées<sup>4</sup>. En outre, au début de la crise, un journaliste a été arrêté pour avoir signalé un cas suspect de Covid-19 et a depuis été libéré.

Les organisations de la société civile et les médias ont été relativement discrets sur les mesures de distanciation sociale et les restrictions aux libertés individuelles<sup>5</sup>. Au Niger, des journalistes de stations de radio et d'émissions de télévision publiques et privées ont déclaré qu'ils n'étaient pas concernés par le couvre-feu et pouvaient voyager à Niamey pour faire des reportages. Toujours au Niger, et selon les témoignages des journalistes, les médias ont encore du mal à aborder les problèmes de sécurité liés à Covid-19. Les médias facilitent la diffusion des messages officiels des autorités, mais les cas d'abus perpétrés par les forces de sécurité sont moins souvent couverts par les médias locaux.

Dans certains cas, des organisations de la société civile et des autorités locales se sont prononcées contre l'efficacité des mesures de verrouillage pour contenir la propagation du virus. Par exemple, la décision de rouvrir (le 19 avril) le principal marché de Ouagadougou a été catégoriquement condamnée par la communauté scientifique mais pas par certaines organisations de la société civile. Par ailleurs, une disposition légale importante à prendre en compte au Burkina Faso est la loi portant modification du code pénal dans le contexte d'état d'urgence qui incrimine

la « démoralisation des forces de sécurité et de défense », dans le but de ne pas perturber les opérations antiterroristes en cours<sup>6</sup>. Dans le contexte du Covid, cela aurait pu avoir un effet limitant sur la capacité des organisations de la société civile et des médias à communiquer sur toute information faisant référence aux forces armées et de sécurité<sup>7</sup>.

## Confiance et sensibilisation

Les réponses sociales aux mesures de lutte contre les épidémies devraient prendre en compte et évaluer les indicateurs de confiance envers les autorités politiques. Lorsque la capacité des autorités à fournir des services dans un éventail de secteurs – de l'administration à la santé publique en passant par l'éducation et la sécurité – fait défaut, une crise telle qu'une pandémie peut donner lieu à des théories et interprétations concurrentes qui remettent en question les messages des autorités. Ces dernières ont dès lors un impact sur l'adoption de comportements sanitaires responsables.

Par conséquent, en Afrique subsaharienne (et dans le monde), une augmentation des théories du complot ont circulé sur les réseaux sociaux et ont été rapportées par les médias<sup>8</sup>. Par exemple, les théories du complot se sont répandues comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux au Burkina Faso. Ils concernaient l'origine du virus, les moyens de contenir la pandémie, la crédibilité des messages du gouvernement ou les instructions religieuses pour prévenir l'infection<sup>9</sup>. Lorsque les autorités locales sont autorisées à adopter des mesures spéciales dans leurs circonscriptions, par exemple l'ouverture des marchés, une incertitude existe car les rassemblements sont autorisés à un endroit mais pas à un autre, ouvrant ainsi la voie à des rumeurs de corruption et de népotisme<sup>10</sup>.

Les médias ont également réussi à lutter contre la stigmatisation et la discrimination liées au virus. Tout comme le VIH, la cause de Covid-19 est liée à un pays étranger, ce que de nombreux commentateurs et politiciens ont rapidement souligné<sup>11</sup>.

En plus de leur rôle essentiel dans la diffusion de l'information, les médias peuvent être très influents dans l'élaboration de la politique gouvernementale<sup>12</sup>. À cette fin, les médias africains jouent un rôle clé dans l'explication des mesures prises en réponse à la

pandémie. Ils peuvent également amplifier les messages du gouvernement ; comme l'a dit un observateur, « étant donné les déficits de confiance auxquels ils sont confrontés, la plupart des gouvernements africains feraient bien d'engager ces dirigeants dans leur message sur le rôle du public dans la réponse à la crise »<sup>13</sup>. Dans certains cas, les débats en direct contribuent à atténuer la peur et les malentendus ; mais ils peuvent aussi aggraver la situation, comme au Mali par exemple, avec la chronique de Moussa Mara, opposant politique, soulignant la responsabilité du gouvernement face à la crise<sup>14</sup>.

## Violence domestique et basée sur le genre

Depuis que des mesures de confinement ont été imposées dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, le nombre de signalements de violences domestiques a augmenté. Au Sahel, les médias et les OSC se contentent d'alerter sur cette violence mais les OSC spécialisées manquent trop souvent de ressources pour protéger les femmes – manque de structure d'accueil d'urgence, de plateforme d'appel et de soutien politique des autorités. En outre, en raison de l'isolement, de la fermeture des établissements d'enseignement et des pressions économiques sur les familles, les filles pourraient être forcées d'abandonner leurs études<sup>15</sup>. Au Burkina Faso par exemple, Emilie Fernandes, directrice de Save the Children au Burkina Faso, souligne que « Les filles qui ne vont pas à l'école sont plus vulnérables ; elles sont plus susceptibles de se marier et de tomber enceintes à un âge précoce et de vivre toutes sortes de violence physique et sexuelle ».

Le 23 avril, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a appelé à une réponse collective contre l'augmentation de la violence à l'égard des femmes en Afrique lors du confinement imposé en raison de la pandémie de Covid-19. La SADC a publié une déclaration appelant les États membres à mettre à disposition des outils de signalement flexibles et innovants, à fournir des services de conseil et à offrir un soutien aux victimes de violence domestique. La plupart des associations de protection et de défense des droits des femmes craignent que la situation actuelle et les mesures sanitaires imposées ne propagent le problème de la violence domestique et de la violence basée sur le

genre<sup>16</sup>. Les femmes risquent d'être confrontées à des conséquences multidimensionnelles et durables du fait de la crise du Covid-19.

## Migrants et personnes vulnérables

La pandémie a particulièrement affecté la situation des migrants en Afrique qui ont été exposés à toute une série de risques, notamment la précarité des conditions sanitaires dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées. Dans la région du Sahel et du Centre-Nord du Burkina Faso, de graves inquiétudes ont été exprimées concernant la surpopulation dans les camps de réfugiés et le risque de propagation plus rapide du virus. À la mi-mai, aucun cas de Covid-19 n'avait été signalé dans les camps africains. Cependant, le HCR a mis en œuvre des plans pour surveiller, signaler, soulager et répondre aux menaces de santé publique dans ses camps de réfugiés. Le projet Migrants as Messengers de l'OIM sensibilise à la prévention de la propagation de la maladie en Afrique de l'Ouest et au Sahel en aidant à diffuser des messages de prévention des infections dans les communautés vulnérables<sup>17</sup>.

La crise économique affecte également les populations les plus vulnérables, les fermetures de frontières ont directement impacté les migrations saisonnières qui sont essentielles pour l'économie de certaines régions africaines dont le Sahel et le bassin du lac Tchad. Alors que des centaines de milliers de personnes déplacées ont été autorisées à quitter les capitales pour retourner dans leurs villages, les migrants internationaux ont trouvé ce processus beaucoup plus difficile, voire complètement impossible. Toute la carte ouest-africaine est parsemée de fermetures de frontières qui créent des situations critiques pour les voyageurs bloqués<sup>18</sup>. En Afrique de l'Ouest, les communautés pastorales, dont les moyens de subsistance ont déjà été gravement affectés par le changement climatique, ressentent également les effets de la crise sanitaire comme ils ne peuvent plus pratiquer la transhumance. Ces migrations pastorales saisonnières sont impossibles en raison de la fermeture de régions ou de frontières, et s'associe au risque d'aggraver les conflits entre éleveurs et agriculteurs. En outre, cette période est particulièrement sensible car la recherche de pâturages pour le bétail a lieu principalement en avril-mai, lorsque la saison sèche commence et

lorsque les migrants saisonniers reviennent de leur travail sur la côte dans leurs villages, augmentant la pression sur les frontières.

## Leadership religieux

Les mesures de distanciation sociale ont contraint les gouvernements de nombreux États d'Afrique de l'Ouest à fermer les lieux de culte pendant le confinement. Bien que ceux-ci aient rouvert au fur et à mesure que le déconfinement progressait, en particulier au Burkina Faso et au Niger, cette décision a été problématique dans plusieurs pays, notamment en raison du calendrier du Ramadan. Au Burkina Faso, les autorités islamiques, qui jouent un rôle clé dans la fourniture de produits de base aux groupes vulnérables, ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il autorise les rassemblements et les prières collectives. Au Niger, les décisions de fermer les mosquées et de suspendre les prières collectives pendant le Ramadan ont déclenché une opposition au gouvernement, bien que le Conseil islamique du Niger se soit prononcé en faveur des décisions du gouvernement. Cependant, de nombreux fidèles et imams très influents ont tenté de défier les autorités en continuant à organiser des prières collectives<sup>19</sup>. Dans les zones rurales où l'État n'a que peu de pouvoir et de légitimité pour appliquer ces mesures, de nombreuses mosquées sont restées ouvertes et les prières se poursuivent normalement. De plus, les djihadistes pourraient profiter de la fermeture des mosquées pour discréditer davantage un gouvernement qu'ils considèrent comme un ennemi de l'islam<sup>20</sup>.

Compte tenu de la réaction de la population et des imams influents à ces mesures, certains gouvernements, comme le Mali, ont adapté leurs politiques en conséquence<sup>21</sup>. Le gouvernement a estimé qu'il appartenait aux autorités religieuses de fermer ou non leur lieu de culte. En conséquence, les mosquées restent ouvertes pendant le mois de Ramadan. Dans certains cas, ces lieux de culte ont pu offrir un soutien et des conseils sur les mesures de santé et de prévention.

## Technologie, connaissance et innovation

Si, d'une part, la crise sanitaire mondiale a mis en évidence la fragilité multidimensionnelle des États africains, elle a également déclenché une vague d'innovations visant à répondre aux défis du virus ou à assister les citoyens lors du confinement.

Par exemple, les chaînes de télévision au Burkina Faso<sup>22</sup> et au Mali<sup>23</sup> permettent aux étudiants de poursuivre leurs études à distance pendant le confinement. Cette initiative a également inspiré des cours WhatsApp organisés par le ministère de l'Éducation secondaire au Niger. Cependant, cette initiative nationale n'a pas nécessairement été accueillie à bras ouverts par les familles et les enseignants en raison du manque de connectivité universelle qui pourrait aggraver les inégalités<sup>24</sup>.

Bien que diffusés avant la crise sanitaire, les programmes radio du Studio Tamani, du Studio Kalangou et du Studio Yafa ont été créés et développés par la Fondation Hirondelle respectivement au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Ils ont connu un grand succès avec plusieurs millions d'appels reçus chaque mois. Ces réseaux d'informations basés sur des innovations technologiques permettent aux citoyens de recevoir les dernières actualités et de diffuser à grande échelle des messages de prévention sanitaire.

Au Sahel, la technologie s'intéresse plus au diagnostic qu'au suivi des cas par le tracking<sup>25</sup>. Au Burkina Faso, les ingénieurs ont développé une application mobile d'autodiagnostic et de prévention des maladies, appelée DiagnoseMe. Grâce à cet outil, les ingénieurs de santé publique espèrent lutter contre la saturation des structures de santé et aider à la gestion des cas suspects<sup>26</sup>.

## Conclusion

Les médias au Sahel ont un rôle clé à jouer dans la réponse à la crise du Covid-19. À l'instar des acteurs du secteur de la santé publique et de la sécurité, ils sont en première ligne pour fournir à la population des informations factuelles sur la santé, amplifier les messages de prévention des autorités, répondre aux rumeurs et à la peur, maintenir le libre échange d'idées et garantir un certain degré de surveillance. De même, les organisations de la société civile sont plus critiques que jamais, soutenant les personnes les plus vulnérables, sensibilisant, promouvant des freins et contrepoids crédibles auprès des autorités, protégeant les libertés individuelles et comblant le vide dans les services laissés par l'État.

Les personnes affectées et les organisations locales parlent de plus en plus – par le biais des médias traditionnels et des réseaux sociaux – de leur propre rôle et de leurs propres capacités à répondre à la crise du Covid-19, et à sonner l'alarme sur l'impact social et économique négatif pour les communautés déjà fragiles en raison de la pauvreté, du changement climatique ou des conflits. L'approche universelle adoptée par de nombreux gouvernements africains et basée sur une approche de confinement général pour atténuer la propagation de Covid-19 a été remise en question par des universitaires, des défenseurs et des journalistes africains<sup>27</sup>.

Avec la perspective que le Covid-19 fasse partie du paysage mondial dans un avenir prévisible, les gouvernements et les acteurs du développement, de la sécurité et de l'humanitaire en Afrique subsaharienne peuvent se tourner vers l'approche pan-systémique (Whole-of-system approach) familière à la réforme du secteur de la sécurité et à la programmation de la réduction des risques de catastrophe, prévue pour reconnaître les organisations de la société civile comme un maillon essentiel du système, en maintenant un dialogue constant entre le public et les institutions de sécurité. Ce n'est qu'à cette condition que les États pourront établir la confiance mutuelle nécessaire pour une réponse efficace à la fois à la pandémie et à ses conséquences.

## Références et autres textes utiles

- 1 United Nations, "COVID-19 and Human Rights - We are all in this together", UN Policy, Avril 2020, p. 14
- 2 See SHU, K., WANG, S., LEE, D., LIU, H. (Eds.), Disinformation, Misinformation, and Fake News in Social Media, Emerging Research Challenges and Opportunities, Springer, 1st ed., 2020
- 3 Media Landscapes, "Niger - Media - Print", European Journalism Centre, 2020, <https://medialandscapes.org/country/niger/media/print>
- 4 "Niger : deux personnes interpellées après émission de messages sur WhatsApp", Air Info, Avril 2020, <https://airinfoagadez.com/2020/04/14/niger-deux-personnes-interpellees-apres-emission-de-messages-sur-whatsapp/>
- 5 OGALA G., "Why Africa's journalists aren't doing a good job on COVID-19", The Conversation, March 2020, <https://theconversation.com/why-africas-journalists-arent-doing-a-good-job-on-covid-19-134416>
- 6 Article 312-11, Loi n°044-2019/AN portant modification de la loi n°025-2018/AN du 31 mai 2018, Code pénal, Burkina Faso, [https://www.assembleenationale.bf/IMG/pdf/loi\\_044\\_portant\\_modification\\_du\\_code\\_penal.pdf](https://www.assembleenationale.bf/IMG/pdf/loi_044_portant_modification_du_code_penal.pdf)
- 7 BALIMA S.T., « Burkina - Nous n'avons pas une presse va-t-en-guerre », 27e journée mondiale de la liberté de la presse, Afrique actu daily, Mai 2020, <https://afriqueactudaily.com/index.php/2020/05/04/burkina-nous-navons-pas-une-presse-va-t-en-guerre-declare-le-prserge-theophile-balima/>
- 8 GLEZ D., « Top 10 des « fake news » sur le coronavirus », Jeune Afrique, March 2020, <https://www.jeuneafrique.com/905287/societe/coronavirus-top-10-des-fake-news-sur-lepidemie/>
- 9 « Fact-checking : Faux, le directeur Général de l'OMS, Dr Tedros Adhanom, n'a pas accepté les remèdes trouvés à Madagascar et en RDC contre le COVID-19 », LeFaso.net, Mai 2020, <https://lefaso.net/spip.php?article96562>
- 10 « Ouagadougou : Les commerçants du marché de Dassasgho exigent la réouverture », LeFaso.net, Avril 2020, <https://lefaso.net/spip.php?article96486>
- 11 OGALA G., "Why Africa's journalists aren't doing a good job on COVID-19", The Conversation, March 2020, <https://theconversation.com/why-africas-journalists-arent-doing-a-good-job-on-covid-19-134416>
- 12 For Burkina Faso : Centre National de Presse Norbert Zongo, « Journée mondiale de la liberté de la presse : Les enjeux de 2020 », Mai 2020, <https://www.burkina24.com/2020/05/03/journee-mondiale-de-la-liberte-de-la-presse-les-enjeux-de-2020/>
- 13 GYIMAH-BOADI E., LOGAN C., "Global response to COVID-19 in Africa must protect lives, livelihoods, and freedoms", OECD Development matters, Avril 2020, <https://oecd-development-matters.org/2020/04/08/global-response-to-covid-19-in-africa-must-protect-lives-livelihoods-and-freedoms/>
- 14 MARA M., "Le Mali face au Covid-19 : sommes-nous à la hauteur ? ", La Tribune Afrique, Avril 2020, <https://afrique.latribune.fr/think-tank/tribunes/2020-04-10/le-mali-face-au-covid-19-sommes-nous-a-la-hauteur-3-3-844576.html>
- 15 United Nations, "COVID-19 and Human Rights - We are all in this together", UN Policy, Avril 2020, p. 22
- 16 OCHA, « Compounded crises risk wreaking havoc in Sahel, UN and NGOs alert », United Nations, Mai 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Press%20Release%20-%202020%20Sahel%20Crisis.pdf>
- 17 IOM, « Migrant Returnees Lead Community Outreach for COVID-19 in West Africa », IOM Press Release, Avril 2020, <https://www.iom.int/news/migrant-returnees-lead-community-outreach-covid-19-west-africa>
- 18 Tel que rapporté par l'Organisation internationale pour les migrations, le 5 mai 2020, 75 Nigériens ont été bloqués dans un no man's land à la frontière entre le Mali et le Burkina Faso ; 800 voyageurs ont été arrêtés à la frontière entre le Togo et le Bénin alors que l'on a pu totaliser 600 personnes à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso
- 19 "Niger: les mesures contre le coronavirus passent mal à Niamey", RFI, Avril 2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200421-niger-les-mesures-contre-le-coronavirus-passent-mal-%C3%A0-niamey>
- 20 MAGNANI A., "Africa, come il jihadismo si sta espandendo sotto il coronavirus », Il Sole 24 Ore, Mai 2020, <https://24plus.ilssole24ore.com/art/afrika-come-jihadismo-si-sta-espandendo-sotto-coronavirus-ADMy4cN>
- 21 EBLOTIE G. A., « Au Mali, malgré l'épidémie du coronavirus, les prières continuent dans les mosquées », La croix Africa, Avril 2020, <https://africa.la-croix.com/au-mali-malgre-lepidemie-du-coronavirus-les-prieres-continuent-dans-les-mosquees/>
- 22 KOMPAORE A., « La chaîne "Burkina Info" diffuse quotidiennement des cours », VOA, Avril 2020, <https://www.voaafrique.com/a/au-faso-l-%C3%A9cole-gagne-du-terrain-%C3%A0-la-t%C3%A9l%C3%A9vision/5365091.html>
- 23 Coronavirus: en Afrique de l'Ouest et du Centre, la difficulté de l'enseignement à distance », RFI, Avril 2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200416-coronavirus-afrique-ouest-centre-difficult%C3%A9-enseignement-distance>
- 24 « Sans électricité ni internet, enseignants, parents et élèves unis contre l'enseignement à distance au Niger », VOA, Avril 2020, <https://www.voaafrique.com/a/covid-19-le-niger-veut-dispenser-des-cours-en-ligne/5390341.html> ; « Niger : la décision de continuer l'enseignement pédagogique via Whatsapp divise l'opinion », Air Info, Avril 2020, <https://airinfoagadez.com/2020/04/15/niger-la-decision-de-continuer-len-enseignement-pedagogique-via-whatsapp-divise-l-opinion/>
- 25 OCDE, « Tracking and tracing COVID: Protecting privacy and data while using apps and biometrics », Avril 2020, [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129\\_129655-7db0lu7dto&title=Tracking-and-Tracing-COVID-Protecting-privacy-and-data-while-using](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129_129655-7db0lu7dto&title=Tracking-and-Tracing-COVID-Protecting-privacy-and-data-while-using)
- 26 « COVID-19 : SEE et FASO CIVIC concluent un accord pour le déploiement de l'application DiagnoseMe en Afrique », FrenchHealthCare, Avril 2020, <https://frenchhealthcare.fr/2020/04/16/covid-19-see-et-faso-civic-concluent-un-accord-pour-le-deploiement-de-lapplication-diagnoseme-en-afrique/>
- 27 GATHARA P., « The need for a people-driven response to the coronavirus pandemic », Africa is a Country, Avril 2020, <https://africasacountry.com/2020/04/the-need-for-a-people-driven-response-to-the-coronavirus-pandemic>

Pour plus de renseignements, veuillez contacter :

**Anne Bennett, Cheffe de la Division Afrique Sub-Saharienne (SSAD) - a.bennett@dcaf.ch**  
**& Fiona Schnell, Coordinatrice de Recherches (SSAD) - f.schnell@dcaf.ch**

**DCAF**

Chemin Eugène Rigot 2E, 1202 Genève, Suisse

**www.dcaf.ch/sub-saharan-africa**